

# Evolution et maintenance de la solution réseau Lan et Wifi de l'Ecole polytechnique

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)







Consultation n°

MX25-094





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	14
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	18
9.	FIN DU CONTRAT .....	20

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Evolution et maintenance de la solution réseau Lan et Wifi de l'Ecole polytechnique
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique - 2 postes
	Lieu d'exécution	ECOLE POLYTECHNIQUE Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX
	Développement durable	Clause environnementale

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Evolution et maintenance de la solution réseau Lan et Wifi de l'Ecole polytechnique.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :  
Ecole polytechnique  
Route de Saclay  
91128 PALAISEAU CEDEX.

#### ■ Pièces contractuelles :

Pour la solution retenue, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement,
- Le bordereau de prix unitaires,
- Le présent document,
- Le CCTP,
- Le CCAP applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation,
- L'offre technique et financière du titulaire (incluant la DPGF),
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole polytechnique**, représenté par l'Ingénieure générale de 1<sup>re</sup> classe de l'armement Laura CHAUBARD, Présidente du conseil d'administration par intérim.

### Adresse et coordonnées :

Direction des Achats  
Ecole polytechnique  
Route de Saclay  
91128 Palaiseau  
Téléphone : 0169333230

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 postes**.

La forme principale retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Type	Objet
<b>Poste 1</b>	Prestation forfaitaire selon les phases suivantes :
	Phase 1 : Etude / ingénierie
	Phase 2 : Transfert de compétences et formation
	Phase 3 : Migration
	Phase 4 : Recette
<b>Poste 2</b>	Prestations à bons de commande

#### ■ **Présentation des bons de commande :**

Concernant le poste 2, les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,
- le code du service exécutant (code SE : SFACT).

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ **Durée du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **36 mois** à compter de sa notification.

Concernant le poste 2, les bons de commande peuvent être émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre et exécutés pendant une durée de deux mois suivant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

#### ■ **Reconduction :**

##### **Le poste 1 n'est pas reconductible.**

**Le poste 2** du contrat est reconductible **1 fois 12 mois** de manière tacite. La durée globale du contrat ne dépassera pas 48 mois.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

#### ■ **Calendrier d'exécution :**

Concernant le poste 1, les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Le calendrier doit respecter les contraintes suivantes : **la durée globale d'exécution du poste 1 est au maximum de 4 mois à compter de la notification du marché.**

A titre indicatif et prévisionnel, il est prévu une notification du marché au début du mois de juin 2026.

Concernant la prestation load-balancer du poste 2, les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Le calendrier doit respecter les contraintes suivantes : la durée globale d'exécution de cette prestation est au maximum de 1 mois à compter de la notification du bon de commande.

#### ■ **Délai des bons de commande :**

Concernant le poste 2, le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande, hormis la prestation load-balancer traitée à la rubrique calendrier d'exécution ci-dessus. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Délais de remise des documents :**

Le titulaire remet au plus tard à la date anniversaire de la notification du présent contrat la preuve de réassurance de la maintenance auprès du constructeur. Ce document conditionne le paiement annuel de la maintenance.

Le titulaire remet au format électronique en version modifiable le livrable global d'exploitation et de maintenance mentionné au poste 1 du CCTP au plus tard à la fin de la phase 4 du poste 1.

Le titulaire doit remettre au format électronique en version modifiable le DAT à la fin de la phase 1 du poste 1.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prestations du poste 1 sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations du poste 2 sont traitées à prix unitaires.

■ **Variation des prix :**

**Les prix du poste 1** sont fermes pour toute la durée du contrat.

**Les prix du poste 2** sont révisibles, à date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

❖ **Concernant les prestations de maintenance, solution load-balancer et UO du BPU (onglet 1 du BPU) :**

La **formule de variation** utilisée est  $P1 = P0 \times (0,10 + 0,9 \times S1/S0)$

Dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié au « mois zéro »,

S1 = désigne le dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

L'indice SYNTEC est publié par la fédération SYNTEC.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

❖ **Concernant les fournitures et maintenance associée du poste 2 (onglet 2 du BPU) liées aux produits proposés au poste 1 :** les prix sont révisibles, par référence au barème du titulaire appliqué à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à fournir à l'Ecole polytechnique les nouveaux tarifs dans un délai de quinze jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur de son nouveau barème. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix.

#### ■ **Clause butoir :**

Concernant les prix révisés sur barème du titulaire : l'évolution des prix ne peut pas excéder 5% maximum par an. Si une évolution supérieure d'un prix est constatée, l'évolution du prix concerné est plafonnée à 5% pour poursuivre l'exécution des prestations.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

#### ■ **Avance :**

##### **Poste 1**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du poste est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du poste.

##### **Poste 2**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant d'une commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5% de la commande concernée. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du poste.

#### ■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande) ;
- le code du Service Exécutant (code SE) ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ **Périodicité des paiements :**

##### **Poste 1**

Le montant relatif à la partie matérielle et logicielle sera réglé en totalité à la livraison après vérification qualitative et quantitative par l'Ecole polytechnique.

Le paiement des prestations d'intégration est échelonné comme suit :

- 30 % du montant des prestations d'intégration du poste 1 à la validation de l'admission de la phase 1 par la DSI
- 10 % du montant des prestations d'intégration du poste 1 à la validation de l'admission de la phase 2 par la DSI
- 30 % du montant des prestations d'intégration du poste 1 au démarrage de la phase 4,
- le solde à la réception de l'intégration (PV d'admission global de la partie intégration du poste 1).

##### **Poste 2**

Maintenance : Les prestations de maintenance sont considérées comme s'exécutant de façon continue. Elles sont réglées à terme échu annuellement lorsque la preuve de réassurance du support est apportée à l'Ecole Polytechnique.

Autres prestations du poste 2 : Le règlement des prestations et fournitures à bons de commande sera défini par bon de commande.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acomptes.

■ **Autorité compétente pour payer les dépenses :**

Agent comptable de l'Ecole polytechnique  
Ecole polytechnique  
Direction comptable  
Route de Saclay  
91128 Palaiseau

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification :**

**Poste 1 :**

Les prestations respecteront les différentes phases décrites dans le CCTP dans l'ordre chronologique prévu, la phase d'approvisionnement du poste n°1 démarrant dès la notification.

**\_ Phase 1 : Etude / ingénierie**

Le document d'architecture technique (DAT) (spécifications techniques détaillées) est attendu en livrable avant de passer à la phase suivante.

**\_ Phase 2 : Transfert de compétences et formation**

L'admission de la phase 2 repose sur la réalisation des prestations décrites au CCTP et la fourniture des livrables attendus.

### **\_ Phase 3 : Migration**

Dès la remise du scénario de migration envisagé par le titulaire, l'École polytechnique dispose de dix jours (jours ouvrés) pour valider le livrable avant la migration.

### **\_ Phase 4 : Recette**

Le démarrage de la Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) est demandé par l'envoi d'une demande formelle de présentation aux opérations de vérification d'aptitude au bon fonctionnement adressée par le titulaire à l'Ecole polytechnique. Elle interviendra :

- après prononcé avec ou sans réserve de la recette sur jeux d'essais dans les conditions définies ci-dessus de la solution informatique.

La VABF de la solution informatique du poste n°1 a pour objet de contrôler :

- son bon fonctionnement en pré exploitation ;
- l'atteinte des performances définies lors de la phase de cadrage ;
- son exploitabilité et sa maintenabilité dans des conditions normales.

Cette VABF s'effectuera au moyen de la simulation par l'Ecole polytechnique des conditions réelles d'exploitation de la solution informatique, notamment par l'utilisation de données réelles, dans les conditions définies au plan de déploiement. Les mesures de performances s'effectueront sur une configuration dont le dimensionnement est équivalent à la configuration de production.

La VABF de la solution informatique sera d'une durée maximum de 15 jours.

L'Ecole polytechnique communiquera pour information au titulaire les éléments nécessaires à l'organisation de ses propres équipes. L'Ecole polytechnique entretiendra un référentiel des anomalies identifiées lors de la VABF. L'Ecole polytechnique transmettra au titulaire, un détail de chaque anomalie, incluant un descriptif précis des manipulations effectuées, de la situation des données avant anomalie, et de la situation de ces mêmes données après anomalies, ainsi que tout autre élément jugé utile par l'Ecole polytechnique.

La VABF se termine par une réunion de bilan au cours de laquelle le titulaire présentera le point des anomalies clôturées ou en cours, ainsi que les plans d'actions et délais associés proposés pour leur résolution. Au vu de ces éléments, l'Ecole polytechnique pourra ou non prononcer la VABF. La VABF sera prononcée par la signature d'un procès-verbal de recette avec ou sans réserves et accompagné si pertinent d'un plan d'actions ; les réserves seront levées par l'accomplissement du plan d'actions associé.

En cas de non-respect par le titulaire des plans d'actions, sauf en cas de report de ce plan d'actions validé par l'Ecole polytechnique préalablement et par écrit, le report de toute échéance du projet et les conséquences en découlant seront imputés au titulaire. Le non-prononcé de la VABF pourra également intervenir dans les cas suivants :

- une non-conformité aux performances définies dans le référentiel contractuel ;
- l'existence d'Anomalies bloquantes ayant empêché le déroulement des phases de VABF suivantes à défaut de mise en œuvre par le titulaire de solutions de contournement dans des délais compatibles avec la finalisation de la VABF par l'Ecole polytechnique.

Dans cette hypothèse le report d'échéance contractuel du projet et les conséquences en découlant seront imputés au titulaire.

La recette provisoire pour mise en production de la version de la solution informatique ne sera définitivement acquise qu'après signature par l'Ecole polytechnique des procès-verbaux de :

- recette sur jeux d'essais ;
- vérification d'aptitude au bon fonctionnement.

L'Ecole polytechnique s'engage à procéder au démarrage en exploitation réelle de la solution informatique dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la recette provisoire de cette solution informatique dans les conditions définies ci-dessus. La durée de la Vérification de service régulier (VSR) est de 1 mois. La VSR a pour objet de vérifier le fonctionnement de la solution informatique en conditions réelles d'exploitation, sa capacité à supporter la montée en charge et sa capacité à maintenir le niveau de performances défini dans le référentiel contractuel.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les plus brefs délais sur appel et notification par email à l'Ecole polytechnique pour, après réalisation par le titulaire du diagnostic et identification de l'origine de l'anomalie, résoudre, y compris par une solution de contournement, toute anomalie ou dysfonctionnement affectant le bon fonctionnement de la solution informatique, dans la mesure où cet incident relève des prestations du titulaire.

La VABF ou la VSR peuvent être prononcées sans réserve, avec réserve(s), ajournée ou refusée :

- elles sont prononcées sans réserve lorsque la solution informatique ne présente aucune anomalie de quelque sorte que ce soit ;
- elles sont prononcées avec réserve(s) lorsque la solution informatique présente des anomalies mineures et au plus une anomalie majeure. La solution ne peut en aucun cas présenter d'anomalie bloquante ;
- Les prestations sont ajournées lorsque la survenance d'une anomalie bloquante ou de plusieurs anomalies majeures est constatée. L'ajournement doit être motivé par l'Ecole polytechnique, qui identifie dûment sur le procès-verbal d'ajournement ses réserves ; En cas d'ajournement il appartient au titulaire de présenter de nouveau ses prestations aux opérations de vérification lorsqu'il estimera être prêt.

Si les mêmes prestations font l'objet de deux ajournement successifs, l'Ecole polytechnique a le choix, à sa discrétion, de prononcer réfaction ou rejet selon les articles 34.3 et 34.4 du CCAG/TIC.

Une admission prononcée sans réserve permettra de déclencher le passage en maintenance (poste n°2).

Une admission prononcée avec réserve déclenchera le passage en maintenance (poste 2), néanmoins le paiement du solde du poste 1 sera effectué à la levée des réserves.

## **Poste 2 :**

### **Load-balancer :**

Les prestations respecteront les phases suivantes, la phase d'approvisionnement démarrant dès la réception du bon de commande.

#### **\_ Phase 1 : Etude / ingénierie**

Le document d'architecture technique (DAT) (spécifications techniques détaillées) est attendu en livrable avant de passer à la phase suivante.

#### **\_ Phase 2 : Transfert de compétences et formation**

L'admission de la phase 2 repose sur la réalisation de la validation de la phase 1.

### **\_ Phase 3 : Migration**

Dès la remise du scénario de migration envisagé par le titulaire, l'École polytechnique dispose de dix jours (jours ouvrés) pour valider le livrable avant la migration.

### **\_ Phase 4 : Recette**

Le démarrage de la Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) est demandé par l'envoi d'une demande formelle de présentation aux opérations de vérification d'aptitude au bon fonctionnement adressée par le titulaire à l'École polytechnique. Elle interviendra :

- après prononcé avec ou sans réserve de la recette sur jeux d'essais dans les conditions définies ci-dessus de la solution informatique.

La VABF de la solution informatique load-balancer a pour objet de contrôler :

- son bon fonctionnement en pré exploitation ;
- l'atteinte des performances définies lors de la phase de cadrage ;
- son exploitabilité et sa maintenabilité dans des conditions normales.

Cette VABF s'effectuera au moyen de la simulation par l'Ecole polytechnique des conditions réelles d'exploitation de la solution informatique, notamment par l'utilisation de données réelles, dans les conditions définies au plan de déploiement. Les mesures de performances s'effectueront sur une configuration dont le dimensionnement est équivalent à la configuration de production.

La VABF de la solution informatique sera d'une durée maximum de 15 jours.

L'Ecole polytechnique communiquera pour information au titulaire les éléments nécessaires à l'organisation de ses propres équipes. L'Ecole polytechnique entretiendra un référentiel des anomalies identifiées lors de la VABF. L'Ecole polytechnique transmettra au titulaire, un détail de chaque anomalie, incluant un descriptif précis des manipulations effectuées, de la situation des données avant anomalie, et de la situation de ces mêmes données après anomalies, ainsi que tout autre élément jugé utile par l'Ecole polytechnique.

La VABF se termine par une réunion de bilan au cours de laquelle le titulaire présentera le point des anomalies clôturées ou en cours, ainsi que les plans d'actions et délais associés proposés pour leur résolution. Au vu de ces éléments, l'Ecole polytechnique pourra ou non prononcer la VABF. La VABF sera prononcée par la signature d'un procès-verbal de recette avec ou sans réserves et accompagné si pertinent d'un plan d'actions ; les réserves seront levées par l'accomplissement du plan d'actions associé.

En cas de non-respect par le titulaire des plans d'actions, sauf en cas de report de ce plan d'actions validé par l'Ecole polytechnique préalablement et par écrit, le report de toute échéance du projet et les conséquences en découlant seront imputés au titulaire. Le non-prononcé de la VABF pourra également intervenir dans les cas suivants :

- une non-conformité aux performances définies dans le référentiel contractuel ;
- l'existence d'Anomalies bloquantes ayant empêché le déroulement des phases de VABF suivantes à défaut de mise en œuvre par le titulaire de solutions de contournement dans des délais compatibles avec la finalisation de la VABF par l'Ecole polytechnique.

Dans cette hypothèse le report d'échéance contractuel du projet et les conséquences en découlant seront imputés au titulaire.

La recette provisoire pour mise en production de la version de la solution informatique ne sera définitivement acquise qu'après signature par l'Ecole polytechnique des procès-verbaux de :

- recette sur jeux d'essais ;
- vérification d'aptitude au bon fonctionnement.

L'Ecole polytechnique s'engage à procéder au démarrage en exploitation réelle de la solution informatique dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la recette provisoire de cette solution informatique dans les conditions définies ci-dessus. La durée de la Vérification de service régulier (VSR) est de 1 mois. La VSR a pour objet de vérifier le fonctionnement de la solution informatique en conditions réelles d'exploitation, sa capacité à supporter la montée en charge et sa capacité à maintenir le niveau de performances défini dans le référentiel contractuel.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les plus brefs délais sur appel et notification par email à l'Ecole polytechnique pour, après réalisation par le titulaire du diagnostic et identification de l'origine de l'anomalie, résoudre, y compris par une solution de contournement, toute anomalie ou dysfonctionnement affectant le bon fonctionnement de la solution informatique, dans la mesure où cet incident relève des prestations du titulaire.

La VABF ou la VSR peuvent être prononcées sans réserve, avec réserve(s), ajournée ou refusée :

- elles sont prononcées sans réserve lorsque la solution informatique ne présente aucune anomalie de quelque sorte que ce soit ;
- elles sont prononcées avec réserve(s) lorsque la solution informatique présente des anomalies mineures et au plus une anomalie majeure. La solution ne peut en aucun cas présenter d'anomalie bloquante ;
- Les prestations sont ajournées lorsque la survenance d'une anomalie bloquante ou de plusieurs anomalies majeures est constatée. L'ajournement doit être motivé par l'Ecole polytechnique, qui identifie dûment sur le procès-verbal d'ajournement ses réserves ; En cas d'ajournement il appartient au titulaire de présenter de nouveau ses prestations aux opérations de vérification lorsqu'il estimera être prêt.

Si les mêmes prestations font l'objet de deux ajournement successifs, l'Ecole polytechnique a le choix, à sa discrétion, de prononcer réfaction ou rejet selon les articles 34.3 et 34.4 du CCAG/TIC.

Une admission prononcée sans réserve permettra de déclencher le passage en maintenance de la solution load-balancer prévue au poste n°2.

Une admission prononcée avec réserve déclenchera le passage en maintenance (poste 2), néanmoins le paiement de la commande sera effectué à la levée des réserves.

## **UO (onglet 1 du BPU), fourniture et maintenance associée (onglet 2 du BPU) :**

### **Vérifications quantitatives**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

## Vérifications qualitatives

Par dérogation aux articles 32 et 33 du CCAG, l'acheteur effectue des opérations de vérifications simples au moment de la livraison des prestations. Il peut notifier dans un délai de 3 jours sa décision d'admission, ajournement, réfaction ou rejet. Si aucune décision n'est notifiée dans ce délai, les fournitures sont réputées admises.

## 6.2. Développement durable

### ■ Clause environnementale :

Le titulaire s'engage à respecter a minima une des obligations suivantes en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Ces obligations sont les suivantes :

- Revalorisation en partie ou en totalité des déchets générés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché,
- Utiliser dans le cadre du présent marché, en totalité ou en partie, des emballages réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

Le titulaire s'engage adresser par retour de mail, dans un délai de 15 jours à compter de la demande, le justificatif permettant d'attester le respect d'une obligation énoncée ci-dessus a minima.

## 6.3. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Les montants de la maintenance (onglet 1 du BPU) peuvent évoluer à la baisse, lorsque des matériels et/ou logiciels sont retirés de la maintenance en fonction de leur date de fin de support annoncée par le constructeur ou de l'arrêt des équipements et/ou du service par la DSI de l'Ecole polytechnique.

Ces modifications sont réalisées par ordre de service après consultation du titulaire. Les prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire, ses éventuels co-traitants et sous-traitants fournissent tous les 6 mois à compter de la signature du contrat jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par le code du travail (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à D.8254-5).

La transmission des documents s'effectue exclusivement via la plateforme : <https://declarants.e-attestations.com/>

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution du poste 1	En cas de retard dans la livraison des prestations prévues au poste n°1 (évolution de la plateforme réseau LAN/WiFi), il est appliqué une pénalité journalière de : 0,5 % du montant HT du poste 1 par jour calendaire de retard.
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution des prestations du poste 2	En cas de retard dans la livraison des prestations prévues au poste n°2, il est appliqué une pénalité journalière de : 0,5 % du montant HT du bon de commande concerné par jour calendaire de retard
Pénalité de non-disponibilité du service premier (SLA)	Les pénalités sont de 0,5 % du montant annuel du service par incident de type S1, par tranche horaire de 4h, plafonné à 5 %.
Pénalité pour non-respect des délais d'intervention et de rétablissement	Le titulaire est tenu aux garanties suivantes : - Garantie de Temps d'Intervention (GTI) : 8 heures ouvrées maximum. - Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) : rétablissement complet au plus tard le jour ouvré suivant (J+1).  En cas de dépassement : - 200 € HT par heure de retard sur le délai d'intervention. - 500 € HT par heure de retard sur le délai de rétablissement.  Ces pénalités sont plafonnées à 20 % du montant annuel de la maintenance concernée.
Pénalité pour non-conformité fonctionne ou technique	Si, après deux itérations correctives successives, une fonctionnalité livrée demeure non conforme aux spécifications techniques du CCTP, il est appliqué une pénalité de 1 % du montant HT du poste concerné par semaine de non-conformité, à compter de la date du procès-verbal de recette partielle négative.
Pénalité pour manquement aux exigences de cybersécurité	Conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, tout manquement constaté aux exigences de sécurité entraîne l'application d'une pénalité de 500 € HT par jour calendaire à compter de la notification du manquement, jusqu'à sa mise en conformité effective.  En cas de récidive ou de manquement grave, le marché peut être résilié pour faute.
Pénalité pour retard : remise de la preuve de réassurance de la maintenance auprès du constructeur	En cas de dépassement du délai de remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité de retard de 300 € par jour calendaire de retard.
Pénalité pour non-présentation du justificatif relatif à la clause environnementale du présent contrat	En cas de non présentation du justificatif relatif au respect de la clause environnementale du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

Les pénalités définies au contrat sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 20 % du montant total HT du poste 1 ou du bon de commande concerné ou du montant annuelle de la maintenance concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées dès le 1<sup>er</sup> euro. Il n'y a pas d'exonération de pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

## **8.2. Autres stipulations**

### **■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **■ Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### **■ Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### **■ Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles  
56 avenue de Saint Cloud  
78011 Versailles  
Téléphone : 0139205400  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Destruction des données :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TIC, à la fin du contrat le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit dans un délai de 3 mois les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'acheteur.

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du poste 1 du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### ■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 2 An(s).

### ■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 1 mois pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Opérations de vérification* de l'article 6.1 du contrat déroge aux articles 32 et 33 du CCAG  
L'article 8.1 Pénalités du contrat déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG  
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)